

Toutes les classes seraient assurées pour soins médicaux et frais funéraires; des allocations seraient versées pour les enfants mineurs et des pensions de retraite aux personnes âgées. Les prestations aux maîtresses de maison constituent une caractéristique spéciale du plan et sont expliquées aux paragraphes 339 à 347 du rapport: elles comprennent des subventions de mariage, de maternité, de veuvage et de séparation de même que des pensions de retraite; les maîtresses de maison participeraient aussi aux bénéfices d'invalidité ou de chômage du mari. Les subventions de maternité versées aux maîtresses de maison qui n'ont pas d'autre occupation en dehors diffèrent de celles des maîtresses de maison qui occupent un emploi rétribué.

Le financement du plan repose sur le principe de la contribution (par les personnes assurées, les employeurs et le Gouvernement) mais deux items, les allocations pour enfants et l'assistance générale, seraient financés à même la taxe générale. Environ 47 p.c. des dépenses accrues que supposerait la mise en œuvre de ce plan seraient défrayées par la population, 21 p.c. par les employeurs et environ 32 p.c. par l'Echiquier. Le coût total de l'application est estimé à £697,000,000 (environ \$3,125,000,000), soit approximativement 10 à 12 p.c. du revenu national actuel du Royaume-Uni si le plan devait entrer en vigueur en 1945. Ce coût s'élèverait à £858,000,000 (environ \$3,860,000,000) en 1965.

Le Gouvernement du Royaume-Uni laisse prévoir qu'il acceptera en principe la majeure partie des propositions Beveridge, et la législation nécessaire à leur mise en vigueur est en préparation. Les premières propositions qui seraient adoptées sont celles qui se rapportent à la santé nationale.

Un plan américain.—Le rapport de la Commission d'organisation des ressources nationales* illustre en quels termes les Etats-Unis songent au problème de la sécurité nationale. Ces termes sont moins spécifiques que ceux du plan anglais. Néanmoins, le Rapport contribue beaucoup à orienter les Etats-Unis dans le sens de l'opinion anglaise et canadienne au sujet de la sécurité sociale. Le problème est exposé dans les termes suivants:—

- (a) Le besoin d'un revenu destiné à des fins sociales est en grande mesure la conséquence des imperfections dans le fonctionnement de l'économie nationale et des déficiences personnelles, physiques ou psychologiques, auxquelles, pour la plupart, il peut être remédié.
- (b) Le problème de l'assistance publique restera vraisemblablement onéreux et persistant pendant quelque temps encore.
- (c) Le problème social tel que créé par l'insécurité économique a plusieurs aspects et sa solution exige une série de programmes diversifiés.

Le rapport, après avoir posé le cas, donne dans leurs grandes lignes les moyens par lesquels, de l'avis de ses auteurs, le but peut être atteint et l'affranchissement du besoin peut être réalisé pour les citoyens des Etats-Unis. Les recommandations et les objectifs principaux sont:—

(1) L'importance vitale d'une organisation immédiate en vue d'une activité économique intégrale et d'un emploi intégral. Le chômage, croit-on, peut être aboli et le revenu national peut être maintenu à de hauts niveaux si les mesures nationales et internationales appropriées sont prises. Mais, même avec un emploi intégral, la nécessité persistera de mesures de sécurité sociale pour ceux qui sont trop vieux pour travailler, trop jeunes pour travailler, trop malades pour

* *Programmes de travail et d'assistance de sécurité*, Commission d'organisation des ressources nationales; publié par l'imprimerie du Gouvernement des Etats-Unis, Washington, D.C.; prix, \$2.25.